

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAN, IRAK

N° 48 – du 14 décembre au 21 décembre 2023

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : SYRIE - DÉPENDANCES ET DIFFICULTÉS DU MODÈLE ÉCONOMIQUE DE SURVIE SYRIEN

Bien que relativement diversifiés par le passé, les secteurs productifs syriens se sont écroulés depuis 2011. La Banque Mondiale estime que les pertes cumulées du PIB entre 2011 et 2016 atteignent 226 Mds USD, soit environ 4 fois le PIB de 2010. Particulièrement touché, le secteur manufacturier s'est majoritairement réorienté vers une économie de guerre, dans un contexte de raréfaction des établissements industriels (130 000 en 2011 contre 70 000 en 2018).

L'économie syrienne repose à présent sur trois rentes principales.

Premièrement, la Syrie a développé une forte dépendance à l'aide humanitaire, qui permet de maintenir un certain niveau de flux financiers extérieurs, représentant plus de 37 Mds USD ces 9 dernières années (2015-2023). Ces volumes d'aide humanitaire n'ont en revanche pas cessé de diminuer, passant de 4,7 Mds USD en 2015 à 2,4 Mds USD en 2022 (-49%).

Ensuite, la rente issue de l'exploitation du phosphate est devenue une importante source de revenus en devises, en particulier depuis que les exportations de produits pétroliers ont été réduites suite aux sanctions. La Syrie détient les 4^{ème} réserves de phosphate brut au monde. La production a été longtemps arrêtée lors des destructions massives d'infrastructures de transports en 2012, puis lors de la reprise des mines de phosphate par l'État islamique en 2015. Toutefois, la valeur des exportations de phosphate est en hausse depuis 2017, atteignant 46 M USD pour l'année 2022 (+250% par rapport à 2019).

Enfin, les dérivés pharmaceutiques illégaux représentent une autre source majeure de devises, en particulier le captagon. Cette drogue, principalement consommée en Arabie saoudite, aurait permis à la Syrie de générer plus de 5,7 Mds USD en 2021.

Le secteur financier, en particulier bancaire, n'assure pas pour le moment des investissements suffisants dans le secteur privé pour diversifier ces sources de revenus. Toutefois, les banques privées redressent progressivement le niveau de leurs actifs depuis 2016, évolution portée par le développement des banques golfigues dans le pays.

Le statu quo du conflit, ses séquelles profondes et les dernières catastrophes naturelles empêchent le redressement du pays. Les destructions de capital physique ont mis à mal les capacités de production et de transport. Les sanctions empêchent la majorité des échanges avec d'autres pays, réduisant le nombre de partenaires commerciaux aux alliés du régime et aux échanges transfrontaliers illicites. La déroute du système éducatif (7 000 écoles endommagées ou détruites et environ 2 millions d'enfants non scolarisés selon l'UNICEF) et l'ampleur du nombre de déplacés internes (6,9 M en 2022) et hors du pays (6,6 M en 2021 selon les Nations Unies) ont causé des dommages irréversibles sur le capital humain. Les séismes de février 2023, ainsi que l'intensification des frappes depuis le mois d'octobre assombrissent d'autant plus les perspectives de redressement.

LE CHIFFRE À RETENIR

226 Mds \$

PERTES CUMULÉES DU PIB
ENTRE 2011 ET 2016

Service Économique Régional de Beyrouth

RÉGION

1. SUSPENSION PARTIELLE DE LA NAVIGATION EN MER ROUGE.

Suite aux attaques d'Houthis yéménites contre des navires en Mer Rouge, plusieurs grandes entreprises de transport maritime (MSC, Maersk, CMA-CGM, Hapag Lloyd, Evergreen) ont décidé de suspendre temporairement leurs activités en Mer Rouge. Des entreprises d'extraction et de raffinage d'hydrocarbures prennent des décisions similaires, tel que le britannique BP. Des routes alternatives, telle que celle passant par le Cap de Bonne-Espérance au Sud de l'Afrique, plus coûteuses mais plus sûres sont envisagées. Selon S&P, ce nouvel itinéraire rallonge de 40% le trajet Singapour-Rotterdam. Alors que 12% du commerce mondial est estimé passer par le Canal de Suez, ces décisions déstabilisent les chaînes d'approvisionnement et renchérissent le coût des transports, déjà affecté par la hausse des primes risquées par les assureurs.

2. ESTIMATION DE L'IMPACT ÉCONOMIQUE DU CONFLIT EN COURS À GAZA SUR LES PAYS VOISINS.

Selon une nouvelle étude du PNUD, le conflit au Proche-Orient est en train de profondément déstabiliser les économies déjà fragiles du Liban, de l'Égypte et de la Jordanie. L'agence onusienne distingue deux scénarios, tous deux basés sur un conflit limité à Israël et aux Territoires palestiniens ; avec des relations commerciales maintenues entre Israël, l'Égypte et la Jordanie ; et sans changement dans le prix des carburants et du gaz. Dans le premier scénario d'un conflit limité à trois mois, les trois pays observeraient au global une baisse de 2,3% de leur PIB (10,3 Mds USD), dont -1,3% lié à la baisse des activités touristiques. Dans un scénario de conflit étendu à 6 mois, la baisse du PIB atteindrait -4% (18 Mds USD), et le nombre de personnes susceptibles de tomber dans la pauvreté s'élèverait à 500 000 personnes.

ÉGYPTE

1. RÉÉLECTION DU PRÉSIDENT AL SISSI.

Le président sortant de la République arabe d'Égypte, Abdel Fattah al-Sissi, à la tête du pays depuis 2014, a été réélu pour un nouveau mandat de 6 ans (d'avril 2024 à avril 2030). Selon l'Autorité nationale des élections, le président sortant a remporté le scrutin avec 89,6 % des voix. La participation a atteint un taux de 66,8 % parmi les 67 M d'électeurs égyptiens. Plus de 39 M d'électeurs ont ainsi voté pour le cinquième président issu des rangs de l'armée depuis 1952.

2. LA BAII ACCORDE UN PRÊT DE 100 M\$ POUR LA CONSTRUCTION D'UN 2^{ÈME} TERMINAL DANS LE PORT DE DAMIETTE.

La Banque asiatique d'investissements pour les infrastructures (BAII) a approuvé un prêt de 100 M USD pour la construction du deuxième terminal à conteneurs. Le projet dont le coût total s'élève à 455 M USD, est cofinancé avec Proparco, la DEG (Deutsche Investitions Corporation) et la SFI. Devant être opérationnel en janvier 2025, le terminal aura une capacité de manutention de 3,3 M d'EVP par an, devenant ainsi le plus grand port de transit d'Égypte après Port Saïd. Stratégiquement situé sur la côte Nord, le port de Damiette joue un rôle clé alors que l'Égypte cherche à tirer les pleins bénéfices de sa façade maritime, en particulier en Méditerranée orientale. Le secteur portuaire, source non négligeable de devises étrangères, revêt une importance cruciale pour l'économie égyptienne.

3. ADNOC DEVIENT L'ACTIONNAIRE PRINCIPAL DE FERTIGLOBE.

Le producteur de produits chimiques OCI Global a cédé la totalité de sa participation de 50 % dans Fertiglobe à ADNOC pour 3,62 Mds USD, faisant de l'entreprise saoudienne l'actionnaire majoritaire, avec une participation totale de 86,2 %. Le prix d'achat de 3,20 AED (0,87 USD) par action représente une prime de 8 % par rapport au cours initial de Fertiglobe, qui a toutefois augmenté à 3,01 AED (0,82) depuis l'officialisation de la vente. Fertiglobe, principal producteur d'engrais de la région MENA, est fortement impliqué en Égypte, notamment à travers le projet Egypt Green Hydrogen, un partenariat entre Fertiglobe, Scatec, Orascom Construction et le Fonds souverain d'Égypte, qui vise à produire jusqu'à 15 000 tonnes par an d'ammoniac vert. Fertiglobe avait de surcroît réalisé en novembre de cette année la toute première expédition d'ammoniac vert certifié ISCC PLUS (International Sustainability and Carbon Certification) depuis l'Égypte.

4. DIMINUTION DES FRAIS DE TRANSIT DU CANAL DE SUEZ.

L'Autorité du Canal de Suez a décidé diminuer les [redevances de transit](#) jusqu'au 30 juin 2024 pour les transporteurs de GNL, les navires vraquiers et les pétroliers. Les remises, allant de 30 à 75%, s'appliquent aux navires opérants entre différentes régions, dont les États-Unis, l'Inde et les Caraïbes. En parallèle, l'autorité du Canal de Suez a accordé des réductions plus importantes pour les transporteurs de dérivés pétroliers et étendu certains avantages aux pétroliers chargés depuis le golfe du Mexique, les Caraïbes et l'Amérique latine à destination de l'Asie. Les modifications en vigueur s'étendent de janvier à

juin 2024. Pour rappel, l'Autorité du Canal de Suez avait accordé en octobre des remises sur les frais de transit pour les navires vraquiers circulant entre les ports de la Mer Rouge en Égypte et l'Afrique continentale valables jusqu'en juin 2024 et s'étendant de 20 à 45 %.

IRAK

1. MISSION DU FMI.

La mission FMI a rencontré les autorités irakiennes à Amman du 12 au 17 décembre pour échanger sur les évolutions économiques du pays. Du [communiqué](#) publié à l'issue de la visite, on peut retenir :

L'activité du secteur non pétrolier est soutenue par l'expansion budgétaire, avec une croissance de 5% prévue en 2023 qui devrait se poursuivre en 2024. La diminution de la production de pétrole, suite à la fermeture de l'oléoduc Irak-Turquie et aux réductions de production dans le cadre de l'OPEP+, affecte la croissance globale du PIB de manière négative pour 2023 et 2024. L'inflation, en baisse depuis son pic de janvier dernier, devrait se stabiliser pour les mois à venir, sous l'effet du resserrement de la politique monétaire de la Banque Centrale irakienne, de la réévaluation du taux de change en février 2023 et de la baisse des prix des denrées alimentaires. Le budget triennal en forte expansion fait peser des risques significatifs à moyen terme sur la soutenabilité des finances publiques. Le resserrement de la politique budgétaire et les réformes structurelles destinées à stimuler la diversification économique et la création d'emplois par le secteur privé sont déterminants pour préserver la stabilité macroéconomique et parvenir à une croissance durable et plus inclusive.

2. RECETTES BUDGÉTAIRES DE 82 M\$ SUR LES 10 PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE 2023.

Selon le Ministère des Finances, les recettes budgétaires pour la période de janvier à octobre 2023 se sont élevées à 107 410 Md IQD, soit environ 82,2 Md USD. Les recettes pétrolières ont atteint 78 Md USD, soit 95% du total des recettes. Le budget adopté en juin dernier prévoit un total de recettes pétrolières de 90,2 Md USD sur les 12 mois 2023 (87% du total des recettes budgétaires), soit une moyenne mensuelle de 7,5 Md USD. Le résultat des 10 premiers mois (7,8 Md/mois en moyenne) est légèrement supérieur aux prévisions. Les recettes non pétrolières sont inférieures de moitié à la prévision budgétaire de 13,3 Md USD, correspondant à une moyenne mensuelle de 1,12 Md USD : elles ont atteint 4,18 Md USD sur les 10 premiers mois de 2023, soit une moyenne mensuelle de 0,42 Md USD. L'extrême concentration des

recettes budgétaires dans les revenus issus des activités pétrolières est un facteur de forte vulnérabilité pour la soutenabilité des finances publiques irakiennes.

3. HAUSSE PRÉVISIONNELLE DES EXPORTATIONS DE PÉTROLE VERS LA CHINE.

Selon le conseiller financier du Cabinet du Premier Ministre, l'Irak envisage d'augmenter de 50% le volume de pétrole exporté vers la Chine dans le cadre d'un accord signé en 2019 entre les deux pays qui prévoyait l'exportation par l'Irak de 100 000 barils/jour (b/j) de pétrole en échange de financements et d'exécution de travaux par des entreprises chinoises de projets d'infrastructures prévus au budget irakien. Ce volume d'exportations pourrait être porté à 150 000 b/j. La mesure avait fait l'objet d'une autorisation par le Conseil des Ministres lors de sa 44^{ème} session, le 17 octobre 2023. Dans le cadre de ce programme dit « pétrole contre infrastructures », les entreprises chinoises ont, à ce jour, lancé un projet de construction de 1000 écoles. La construction d'hôpitaux, de logements sociaux, de centrales électriques et le développement de l'aéroport de Nasiriyah sont actuellement à l'étude.

IRAN

1. CYBER ATTAQUES.

À la suite du blocage, le 17 décembre, de 70% des stations-services iraniennes en raison d'un dysfonctionnement de leur système informatique le président Raïssi a ordonné une enquête censée lever l'hypothèque sur une possible cyberattaque israélienne, une accusation relayée par la compagnie nationale de distribution des produits pétroliers (NIODC) et apparemment revendiquée, sur X (ex-Twitter) par le groupe de hackers « Gonjeshkeh Darandeh » (« moineau prédateur »). Cette attaque a contraint, depuis quelques jours, un grand nombre d'automobilistes à s'approvisionner à des prix nettement supérieurs aux tarifs subventionnés dont ils bénéficient habituellement. Le 20 décembre, l'approvisionnement en essence subventionnée était rétabli dans 45% des stations-services. Il semble que le même jour, plusieurs cyberattaques aient également visées le système bancaire iranien, les banques Mellat et Melli étant les plus affectées par la perturbation de leurs systèmes de gestion des transactions.

2. TRANSITION ÉNERGÉTIQUE.

Au lendemain de la COP 28, plusieurs experts indépendants, à Téhéran, estiment que non seulement l'Iran ne sera pas en mesure d'atteindre ses

objectifs de réduction d'émissions, mais que la situation environnementale du pays se détériore à tous points de vue :

- L'Iran occupe désormais le 9^{ème} rang mondial des émetteurs de gaz à effets de serre.
 - La part des énergies renouvelables dans le mix électrique du pays, en dépit d'un potentiel de développement avéré, demeure inférieure à 1% et le projet d'augmenter de 10.000 MW, d'ici à mars 2026, la capacité des installations solaires et éoliennes paraît aujourd'hui inatteignable.
 - L'atonie des investissements dans ce secteur apparaît d'autant plus incompréhensible que le coût de revient du MWH issu du solaire et de l'éolien s'établit, respectivement, à 27 et 30 USD, tandis que celui du gaz dépasse les 53 USD.
 - De nombreux experts estiment que l'Iran est à la veille d'une pénurie d'eau sans précédent, imputable à la détérioration des infrastructures, à la croissance de la population et à la construction d'un nombre excessif de barrages. À noter que les centrales thermiques elles-mêmes consomment une quantité d'eau très excessive (environ 320.000 M de litres /an).
 - Le système énergétique privilégié par les autorités est sous-optimal. À titre d'exemple, la valeur d'exportation du fuel utilisé par les centrales thermiques – les plus polluantes – dépasse les 8 Mds USD, alors que le même nombre de KWH pourrait être produit par les énergies renouvelables dont dispose le pays pour un investissement de 2 Mds USD.
- En outre, le pays souffre depuis plusieurs années, en hiver et en été, de pénuries de gaz – alors même qu'il dispose des 2^{ème} réserves mondiales – d'électricité et d'essence.

Enfin, pour atteindre l'objectif d'une réduction de 4% des émissions de gaz à effet de serre avant 2030 - qu'il s'est lui-même fixé – l'Iran devrait investir à court terme 17 Mds USD supplémentaires dans le développement des ENR, un effort probablement irréaliste compte tenu de la situation macroéconomique du pays et de l'absence de volontarisme des autorités dans ce domaine.

3. PRODUCTION DE PÉTROLE.

Selon l'OPEP, la production de pétrole brut en Iran se serait établie en novembre 2023 à 3,13 M de barils/jour, tandis que les exportations se maintiennent à 1,45 MBJ, soit le niveau le plus élevé observé depuis l'été. La Chine, par le truchement de 3 raffineries privées, continue d'absorber 90% des exportations de brut iranien, permettant à l'Iran de devenir son troisième fournisseur, derrière la Russie et l'Arabie Saoudite et, désormais, devant l'Irak.

ISRAËL

1. RECONDUCTION DU MANDAT DU GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE.

Le gouvernement a formellement reconduit Amir Yaron dans ses fonctions de gouverneur de la Banque Centrale d'Israël. Lors de son premier mandat, la Banque Centrale a surmonté avec succès plusieurs crises graves (covid, cinq élections parlementaires, guerre en Ukraine et inflation). Son renouvellement renforce de fait l'autonomie de l'institution et va rassurer les investisseurs et les agences de notation.

2. COP 28.

Lors de la COP 28 à Dubaï, le pavillon israélien a organisé une table ronde sur le thème de «Coopération régionale et zéro émission en 2050». Le ministère israélien de l'Énergie et des Infrastructures a choisi ce forum pour dévoiler sa stratégie nationale en matière d'hydrogène. La délégation israélienne a par ailleurs signé à cette occasion un accord avec l'Allemagne dans le domaine de l'énergie et de la cybersécurité.

3. LES FUSIONS/ACQUISITIONS ATTEIGNENT LEUR NIVEAU LE PLUS BAS DEPUIS 9 ANS.

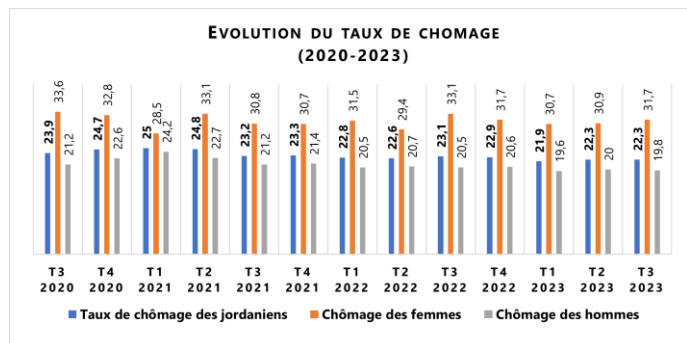
Selon une étude du cabinet comptable PwC, la valeur globale des transactions de fusions/acquisitions en Israël a atteint 9,8 Mds USD en 2023. Ce montant, le plus bas depuis 2014, représente une baisse de 46 % par rapport à 2022 (18 Mds USD de 2022). PwC souligne que cette baisse reflète en partie la tendance mondiale amorcée au second semestre 2022. Elle est cependant plus marquée en Israël. La raison en serait attribuable à l'incertitude politique et sociale qui a prévalu en Israël. Le conflit actuel devrait également avoir une influence négative sur les transactions.

JORDANIE

1. LÉGÈRE BAISSSE DU CHÔMAGE AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2023.

Selon le Département des Statistiques (DoS), au troisième trimestre de 2023, le taux de chômage a diminué de 0,8 point de pourcentage (pp) par rapport à la même période 2022, pour atteindre 22,3 %, et reste identique au taux de chômage du deuxième trimestre de 2023. Le taux chômage des hommes a diminué de 0,2 pp entre le deuxième et le troisième trimestre de 2023, pour atteindre 19,8 %, et celui des femmes observe une hausse de 0,8 pp, s'élevant désormais à 31,7 %. Le chômage des jeunes (15-24 ans) reste également très inquiétant : il s'élève à 48,5 %, soit 1,3 pp de plus qu'au trimestre précédent. La

participation au marché du travail est toujours faible, elle est évaluée à 32,6 % (52,7 % chez les hommes et 13,5 % chez les femmes).



2. LÉGÈRE HAUSSE DES TRANSFERTS DE FONDS DES EXPATRIÉS JORDANIENS.

Selon la Banque Centrale de Jordanie (CBJ), sur les dix premiers mois de 2023, les transferts de fonds des travailleurs expatriés - *remittances* - ont augmenté de +1,1 % en glissant annuel, s'élevant à 2,86 Mds USD contre 2,83 Mds USD pour la même période de 2022. Selon les prévisions du FMI, le montant des fonds transférés devrait rester plus ou moins stable en 2023, passant de 3,1 Mds USD (soit 6,5 % du PIB) en 2022 à 3,2 Mds USD (6,4 % du PIB prévisionnel) en 2023, soit +2,6 % en g.a.

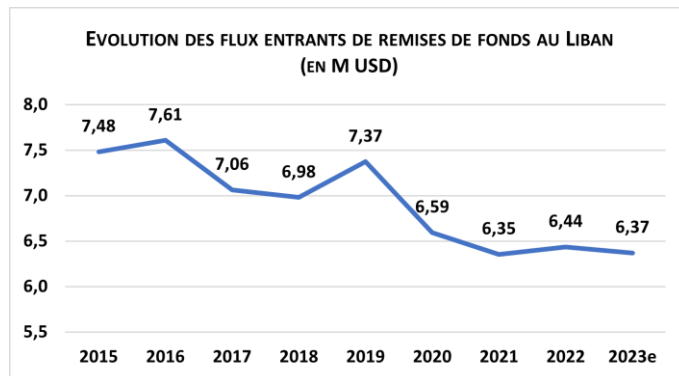
3. HAUSSE DU TRAFIC DE L'AÉROPORT D'AMMAN EN 2023.

Selon Airport International Group (AIG), sur les 11 premiers mois de 2023, l'aéroport d'Amman Queen Alia a enregistré 8,5 M de passagers, soit une hausse de +19,2 % en glissement annuel. L'aéroport a également enregistré sur cette période une augmentation des mouvements d'avions, de +15,1 %, et du fret aérien, de +8,1 %, par rapport à la même période de 2022. Sur le mois de novembre 2023, l'aéroport a enregistré 563 547 passagers, soit une baisse de -9,08 % en glissement annuel.

LIBAN

1. MAINTIEN DU NIVEAU DES REMISES DE FONDS EN 2023.

Selon les estimations de la Banque Mondiale, les remises de fonds destinées au Liban atteignent 6,37 Mds USD en 2023, soit 1% de moins qu'en 2022 (6,44 Mds USD). Cela représente 28% du PIB estimé pour 2023, tandis que ce ratio s'élevait à 14% en 2019, à 27% en 2020, et 31% en 2022. Les remises de fonds destinées au Liban constituent 0,7% des transferts de fonds mondiaux, et 10% des transferts dans les pays arabes (estimés à 63,2 Mds USD, sans les Territoires palestiniens).



2. ALIGNEMENT DU TAUX DE LA PLATEFORME SAYRAFA AU TAUX DE CHANGE PARALLÈLE.

La Banque du Liban (BdL) a annoncé le 19 décembre aligner le taux de la plateforme Sayrafa au taux de change exercé sur le marché parallèle, soit 89 500 livres libanaises pour un dollar (contre un précédent taux de 85 500 LBP/1 USD). Ce rehaussement du taux de Sayrafa permettrait la suppression de multiples taux de change intermédiaires, et affectera la conversion du salaire des fonctionnaires payés en dollars. En outre, les taux de la téléphonie et de l'électricité (indexés au taux Sayrafa) augmenteront en conséquence. À terme, la plateforme Sayrafa est destinée à être remplacée par une plateforme de change opérée par Bloomberg.

PALESTINE

1. CHUTE DES PROFITS DES BANQUES SUR LES 9 PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE 2023.

Les bénéfices des 7 banques palestiniennes cotées en Bourse sont en baisse notamment du fait des répercussions de la guerre sur leurs agences à Gaza et de la hausse de leurs provisions pour pertes sur créances attendues. Ces pertes n'ont cependant pas d'effet négatif sur leurs flux de trésorerie.

Le résultat des banques s'est contracté de 32% pour la même période par rapport à leurs bénéfices de 2022. Les bénéfices du groupe *Bank of Palestine*, première institution financière des Territoires palestiniens, ont diminué de moitié de 51,5 M USD à 25,8 M sur une base annuelle. De même, les banques *Arab Islamic Bank*, *Palestine Islamic Bank* et *Quds Bank* ont enregistré des baisses respectives de 35%, 27% et 6%.

Le secteur bancaire palestinien se compose de 13 banques dont 7 banques locales (3 islamiques) et 6 banques étrangères (5 jordaniennes ; une égyptienne).

2. ACCORD AVEC LES ETATS-UNIS POUR SORTIR DE LA CRISE DES « CLEARANCE REVENUES ».

Selon l'accord trouvé avec la partie américaine et approuvé par le Président Abbas pour résoudre la crise du non-versement intégral des recettes douanières, l'Autorité palestinienne enverrait les noms de ses fonctionnaires dans la bande de Gaza aux autorités israéliennes. Puis, Israël vérifierait qu'il n'y a pas de membre du Hamas parmi ces noms. Si les critères de sécurité sont remplis, Israël verserait les recettes douanières à l'Autorité palestinienne.

Selon la chaîne israélienne 12, l'accord a été conclu grâce à la négociation du conseiller américain à la sécurité nationale, Jack Sullivan, qui a récemment rencontré Mahmoud Abbas à Ramallah. Le ministère palestinien des Finances estime la valeur mensuelle des taxes de dédouanement à 750 M ILS (202 M USD), tandis que la part consacrée à Gaza est estimée à 270 M ILS (environ 73 M USD). Le ministre israélien des Finances Smotrich a annoncé être prêt à démissionner si une partie des *clearance revenues* était reversée à Gaza.

SYRIE

1. NOUVEAUX ACCORDS DE COOPÉRATION AVEC L'IRAN.

Le MoU signé lors de la 15^{ème} réunion du Haut Comité conjoint syro-iranien le 9 décembre intègre six nouveaux accords de coopération dans les domaines économiques et culturels. La coopération sur les échanges commerciaux est ainsi renforcée, avec un avenant à l'accord de libre-échange syro-iranien initialement signé en 2011. Le MoU était également l'occasion de réaffirmer des ambitions conjointes sur le plan financier et monétaire. Cela s'est traduit par un accord de coopération entre les Banques Centrales syrienne et iranienne, ainsi que plusieurs partenariats bancaires (dont l'établissement d'une banque commune).

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr